

Rhita BOUSTA

Maître de conférences en droit public - Université Lille II

Courriel : rhita.bousta@univ-lille2.fr

www.rhitabousta.net

PUBLICATIONS

Ouvrage

Essai sur la notion de bonne administration en droit public, Paris, L'Harmattan, 2010, 567p. *Premier prix du Centre français de droit comparé.*

Contribution à des ouvrages collectifs

- « Le Défenseur des droits, un "Ombudsmanqué" ? », *Mélanges en l'honneur du professeur Gérard Marcou*, IRJS-La Sorbonne, 2017.
- (avec Yseult Marique), « Taking Comparative Administrative Law (almost) seriously? Comparative Administrative Law in French and Belgium Legal Educations », *Maastricht Faculty of Law Working Papers*, 2016-01.
- (avec Arun Sagar), « ADR in French Administrative Proceedings », in Dacian C. Dragos & Bogdana Neamtu, *ADR in European Administrative Law*, Berlin, Springer, 2015, p.57-83.
- « La proportionnalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel : méthode pragmatique ou énoncé formel? », in Fabienne PERALDI-LENEUF & Sophie SCHILLER, *Les conflits horizontaux de normes*, Mare & Martin, coll. Droit Public, 2015, p.269-287.
- « Concurrence normative et droit public : un couple impossible? », in Ruth SEFTON-GREEN et Laurence USUNIER, *La concurrence normative. Mythes et Réalités*, Paris, SLC, coll. UMR de droit comparé de Paris, vol.33, 2013, p.237-258.
- « La spécificité du modèle français. Des régions en quête de spécificité », in Michel VERPEAUX, Alberto LUCARELLI, *Régionalisme italien et régionalisme français. Aspects constitutionnels, administratifs et fiscaux*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, 2013, p.129-149.
- « Les enjeux de la constitutionnalisation des Ombudsmän », in Bernard BLERO, *Un Médiateur fédéral consolidé ?*, Actes du colloque du 30 novembre 2010 organisé par l'Université Libre de Bruxelles et le Collège des Médiateurs fédéraux belges, Bruxelles, 2011, Anthémis, p.27-48.

Articles

- « El Défenseur des droits frances: analisis critico de una reforma constitucional », *Cuestiones constitucionales-Revista mexicana de derecho constitucional*, à paraître prochainement.
- « Droit des étrangers : mais à quoi sert le droit à une bonne administration ? », *Revue des droits de l'Homme*, 2017, n°12, [en ligne](#).
- (avec Yseult Marique), « The Status of Comparative Administrative Law: A Comparison between French and Belgian Legal Educations », *Contemporary Readings in Law and Social Justice*, New York, 2016, n°9-1, p.47-69, [en ligne](#).
- « Who said there is a "right to good administration? A Critical Analysis of art. 41 of the Charter of Fundamental Right of the European Union », *European Public Law Review*, 2013, vol. 19, n°3, p.481-488.
- « "L'homme et la femme": question d'interprétation. Comparaison franco-espagnole du mariage entre personnes de même sexe », *Revue internationale de droit comparé*, décembre 2013, n°4, p.941-967.
- « Contrôle constitutionnel de proportionnalité: la "spécificité" française à l'épreuve des évolutions récentes », *Revue française de droit constitutionnel*, n°88, octobre 2011, p.913-930.
- « De la créativité du juge fiscal : l'exemple de l'indépendance des procédures fiscale et pénale », *Revue de droit fiscal*, 21 avril 2011, p.8-16.
- « Réflexions autour de la loi espagnole ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels », *Revue française de droit constitutionnel*, mars 2008, n°73, p.199-210.
- « The Ombudsman: Proposal for a Definition », *International Ombudsman Yearbook*, 2005 (paru en 2008), vol.9, p.36-61.
- La "spécificité" du contrôle constitutionnel français de proportionnalité », *Revue internationale de droit comparé*, janvier 2007, n°4, p.859-877.

Commentaires

- « Les Sages choisissent la prudence. À propos de la décision du Conseil constitutionnel du 9 décembre 2010 – Loi de réforme des collectivités territoriales », *Les Petites Affiches*, 20 janvier 2011, p.5-8.
- « Une avancée "a minima" ? (à propos de la décision n°2008-562 DC du 21 février 2008 relative à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental) », *Les Petites Affiches*, 17 juin 2008, n°121, p.7-12.

Traduction

- « Approvisionnement en eau potable et assainissement des eaux résiduaires urbaines en Espagne [Abastecimiento de agua potable y saneamiento de las aguas residuales

urbanas en España] », José Luis CALVO MIRANDA, in G.R.A.L.E., *Droit et gestion des collectivités territoriales 2010: Les enjeux de la gestion locale de l'eau*, Paris, Le Moniteur, 2010, p.299-311.

COMMUNICATIONS

"Leyes antiterroristas y respeto de los derechos humanos en Francia", *cours de doctorat, Université de Medellín (Colombie)*, mai 2017.

"Un ejemplo de reforma constitucional: el *Défenseur des droits*", *cours de master, Université de Tepic (Mexique)*, février 2017.

"El uso de la metodología comparatista: reto y riesgo de un uso superficial", *cours de doctorat, Université de Tepic (Mexique)*, février 2017.

"Terrorismo y Estado de emergencia: qué respecto de los derechos humanos por parte de la administración francesa?", *Université de Guadalajara (Mexique)*, 28/02/2017.

"El Ombudsman y la Constitución": *Congrès annuel de l'Institut Ibéroaméricain de droit constitutionnel, Mexico*, 1-3 février 2017.

"Liberté, égalité, fraternité...and terror: counterterrorism and restrictions of fundamental rights in France", *Conférence annuelle de l'Irish Society of Comparative Law, Galway*, 23-24 May 2016.

"Terrorism Threat in France: toward a French Patriot Act?", *Conférence annuelle de l'Association Internationale de Droit Public, New York*, 2 Juillet 2015.

« Transparence et "information active": l'impact de la loi du 9 décembre 2013 sur le droit à la participation du public dans la procédure administrative espagnole », in *La Transparence dans les procédures administratives*, conférence organisée par le Centre de droit public comparé - Paris II Panthéon-Assas, 6 mars 2014, [résumé en ligne](#).

« Le droit à une bonne administration peut-il être effectif? », in *Le juge administratif et l'effectivité des droits*, colloque organisé par le CERAP-Paris I Panthéon-Sorbonne, 29 octobre 2013.

« L'usage du droit comparé dans la thèse », *Séminaire de l'Ecole doctorale, Université de Lille 2*, 18 avril 2012.

« Le Défenseur des droits : une apparence trompeuse d'innovation », *8^{ème} Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Atelier n°6 « Mutations, aspects institutionnels nationaux »*, Nancy, 16-18 juin 2011, [en ligne](#)

« Contrôle de proportionnalité: la "spécificité" française à l'épreuve des évolutions récentes », *8^{ème} Congrès de l'Association internationale de droit constitutionnel, Atelier n°9 « La proportionnalité en tant que principe »* (dir. par Messieurs les professeurs Bertrand MATHIEU et Rodrigo UPRIMNY), Mexico, 6-10 décembre 2010.

« Enjeux et risques de la constitutionnalisation de l'Ombudsman : aperçu comparatiste et leçon à tirer de la réforme française en cours », *Université Libre de Bruxelles – Collège des Médiateurs fédéraux*, 30 novembre 2010.

Commentaire sur « La proportionnalité dans les relations d'autorité. Une étude comparative des ordres juridiques français, allemand et anglais, *3^{me} rencontre franco-allemande des jeunes chercheurs en droit comparé*, Université Paris I Panthéon – Sorbonne, 28 février-1^{er} mars 2008.

« Le contrôle de proportionnalité dans les jurisprudences constitutionnelles française et allemande », *2^{me} rencontre franco-allemande des jeunes chercheurs en droit comparé*, Spire (Allemagne), 8- 10 mars 2007.

« Le contrôle de proportionnalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel : une spécificité française ? », *Séminaire de l'Association des juristes de droit public*, Paris, 9 juin 2006.

« Una comparación entre las jurisprudencias constitucionales francesa y española en cuanto al terrorismo », *Séminaire du département de droit public*, Université de Barcelona, mai 2006.